



Avis conforme N° 2019-125

Saisine par autorité administrative : commune de Moulinet
Numéro de dossier : DP 006 086 19 H 00007
Pétitionnaire : FIARD Jean-Pierre
Adresse : 1 chemin de la belle brise, 06 500 MENTON
Nature de la demande : travaux en cœur de Parc national (destinés à constituer les annexes d'un bâtiment à usage d'habitation)
Nom du projet : régularisation d'un cabanon (« cabanon anciennes ruches »)
Localisation : parcelle n°345 section B commune de Moulinet – lieu-dit Abietta

Le Directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4, L.331-26, R.331-19 et R.331-67,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L122-11 et suivants, R423-62, R424-17 et R424-17,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 7,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment la modalité 14 d'application de la réglementation dans le cœur ainsi que l'annexe 3,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4,

Vu la demande d'avis conforme de la commune de Moulinet en date du 26 mars 2019 et relatif au dossier de déclaration préalable n°DP 006 086 19 H 00007,

Vu l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 29 avril 2019,

Considérant que les travaux présentés au dossier de déclaration préalable portent sur la construction d'un cabanon d'environ 11,2 m² en structure métallique et couverture en tôle ondulée, servant de lieu de stockage pour des matériels divers,

Considérant que cette construction pré-existe à la déclaration, cette dernière ayant pour objectif de demander la régularisation administrative des travaux,

Considérant que Monsieur FIARD Jean-Pierre déclare, dans son dossier n°DP 006 086 19 H 00007 que « le cabanon sera vidé et disparaître dans les prochains mois. Les encombrants seront acheminés à la déchetterie de Moulinet » (paragraphe 5 du formulaire CERFA n°13404*04 enregistré le 27 mars 2019),

Considérant en conséquence de cette déclaration, qu'il n'y a pas lieu de régulariser l'existence de ce cabanon voué à court terme, à être démonté et évacué en-dehors du cœur du Parc national,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du demandeur – Nature de la demande

Le Directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour émet un avis défavorable à la demande de régularisation des travaux tels que décrits au dossier n°DP 006 086 19 H 00007 déposé par Monsieur FIARD Jean-Pierre.

Ces travaux correspondent à la construction d'un cabanon composé d'une structure métallique et d'une couverture en tôles, destiné au stockage de matériel divers et situé sur la parcelle n°345 section B commune de Moulinet – lieu-dit Abietta.

Article 2 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées à aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 3 : Autres obligations

Cet avis conforme n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Il ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations (environnementales ou non) en vigueur applicables au projet intéressé.

Article 4 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par la réglementation générale du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et/ou pénales.

Article 5 : Publication

Le présent avis sera communiqué au maire de la commune de Moulinet, et publié pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 6 mai 2019



Le Directeur

Christophe VIRET

Copies :

- service territorial « Roya-Bévéra »

Le présent avis conforme peut être contesté par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Il peut également être contesté dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.